

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
• 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages 600 F • 32 à 44 pages 1000 F • 48 à 60 pages 1500 F • Plus de 60 pages 2 000 F	• TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE 40 000 F	• Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions)..... 10 000 F • Avis d'immatriculation 10 000 F • Certification du JO 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - WME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET
DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

COUR CONSTITUTIONNELLE DU TOGO

2010

- 17 mars-Décision, n° E-007110 du 17 mars 2010 portant saisine de M. Yawovi AGBOYIBO, candidat du parti Comité d'Action pour le Renouveau (CAR)..... 1
- 17 mars-Décision n° E-008110 du 17 mars 2010 portant saisine de M. KAGBARA BASSABI, candidat du Parti Démocratique Panafricain (PDP)..... 4
- 17 mars-Décision n° E-009110 du 17 mars 2010 portant saisine de M. GNASSINGBE Faure Essozimna, candidat du parti Rassemblement du Peuple Togolais (RPT)..... 5
- 17 mars-Décision n° E-010110 du 17 mars 2010 portant saisine M. Agbéyomé Messan Gabriel KODJO, candidat du parti Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS)..... 7
- 17 mars - Décision n° E-011/10 du 17 mars 2010 portant recours de Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Kafui, candidate de la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA)..... 8

17 mar - Décision n° E - 012110 du 17 mars 2010 portant proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 4 mars 2010..... 9

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET
DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

COUR CONSTITUTIONNELLE DU TOGO

AFFAIRE : Saisine de Monsieur Yawovi AGBOYIBO, candidat du parti Comité d'Action pour le Renouveau (CAR)

DECISION N° E-007110 DU 17 MARS 2010

«AUNOMDUPEUPLETOGOLAIS»

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Par requête en date du 08 mars 2010, déposée et enregistrée le même jour au greffe de la Cour constitutionnelle sous le n°014-G,

Monsieur Yawovi AGBOYIBO, candidat à l'élection présidentielle du 04 mars 2010, investit par le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) demande à la Cour l'invalidation pure et simple du scrutin du 04 mars 2010, en ce que « le processus de la présidentielle du 04 mars 2010 est entaché de multiples irrégularités » ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu la loi organique n° 2004-004 du 1^{er} mars 2004 sur la Cour constitutionnelle ;
Vu le Règlement intérieur de la Cour, adopté le 26 janvier 2005 ;
Vu le Code électoral ;
Vu le décret n° 2010-019/PR du 11 février 2010 portant convocation du corps électoral à l'élection présidentielle du 04 mars 2010 modifiant le décret n° 2009-300/PR du 30 décembre 2009 ;

Vu la décision n° E-003/10 du 1^{er} février 2010 portant publication de la liste des candidats à l'élection présidentielle du 28 février 2010 ;

Vu la publication des résultats provisoires de l'élection présidentielle par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) le 06 mars 2010 ;

Vu les lettres du président de la Cour constitutionnelle en date du 10 mars 2010, demandant au candidat GNASSINGBE Faure Essozimna et au président de la CENI de répondre aux allégations contenues dans la requête de Monsieur Yawovi AGBOYIBO, candidat à l'élection présidentielle du 04 mars 2010 ;

Vu le mémoire en réponse de Monsieur GNASSINGBE Faure Essozimna en date du 10 mars 2010, enregistré au greffe de la Cour le 11 mars 2010 ;

Vu le mémoire en réponse du président de la CENI en date du 11 mars 2010 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Les rapporteurs ayant été entendus ;

Considérant que M. Yawovi AGBOYIBO, candidat à l'élection présidentielle du 04 mars 2010 sollicite l'annulation du scrutin en se fondant sur quatre moyens notamment ;
- le soutien du candidat Faure GNASSINGBE par des associations en violation de l'article 93 du Code électoral ... ;
- la distribution des dons et libéralités ... ;
l'implication des Préfets dans la campagne du candidat président au mépris du principe de leur neutralité politique et
- l'absence d'authentification des bulletins de vote ;

Sur les moyens tirés du soutien au candidat Faure Gnassingbé par les associations en violation de l'article 93 du Code électoral, de la distribution des dons et libéralités et de l'implication des Préfets dans la campagne du candidat président au mépris du principe de leur neutralité politique

Considérant que, en ce qui concerne le soutien au candidat GNASSINGBE Faure Essozimna par les associations, le requérant allègue que « Selon les termes de cet article : « les associations et organisations non gouvernementales apolitiques ... ne peuvent soutenir des candidats pendant la campagne électorale » » ;

Qu'en dépit de cette interdiction, « de nombreuses associations se sont largement substituées au RPT qui a investi le candidat président pour mener la campagne » ; que la Mission d'Observation de l'Union européenne a tenu à le souligner dans son rapport en ces termes « Le candidat président s'est appuyé sur plusieurs groupes de soutien et associations qui ont milité pour sa réélection, en multipliant les événements culturels et en menant une campagne de porte-a-porte » ;

Qu'il en conclut que « l'impact de la campagne menée par les associations de soutien du candidat-président est indéniable et a gravement affecté le résultat d'ensemble du scrutin. » ;

Considérant, quant à la distribution des dons et libéralités, que le requérant note que « L'article 91.1 du Code électoral a formellement interdit, en matière électorale, les dons et libéralités en argent ou en nature à des fins de propagande pour influencer ou tenter d'influencer le vote » ;

Qu'il précise que malgré cette interdiction, et les Observateurs de l'Union européenne l'ont attesté, il a y eu des ((distributions de riz à des prix trois à quatre fois inférieurs au prix du marché par des militants du RPT et connu sous le nom de « riz Faure » (préfectures de Kpato, Kpélé, Agou et Danyi) et par des membres de l'Administration publique (préfectures de Wawa, Akéhou, Amou, Kozah et Bihah) » ;

Qu'il en déduit que « de par leur ampleur, ces dons et libéralités ont eu sur le résultat d'ensemble du scrutin un effet tout aussi déterminant que celui des associations de soutien au candidat-président. » ;

Considérant enfin que, sur l'implication des Préfets dans la campagne du candidat GNASSINGBE Faure Essozimna au mépris du principe de leur neutralité politique, le requérant relève que « La Mission d'Observation déclare dans son rapport précité avoir noté l'attitude partisane de certains préfets dans l'exercice de leurs missions administratives dans plusieurs préfectures des régions Maritime, de la Kara et des Savanes » ; qu'en conséquence, « eu égard à leur ascendance sur les administrés, les Préfets ont lourdement pesé sur le résultat final du scrutin. » ;

Considérant que par mémoire en réponse le candidat GNASSINGBE Faure Essozimna réplique sur les différents moyens ;

Considérant que, sur les allégations de soutien au candidat GNASSINGBE Faure Essozimna par des associations en violation de l'article 93 du Code électoral, celui-ci admet « qu'il est constant que le Code électoral dispose en son article 93 que : « les associations et organisations non gouvernementales apolitiques ... ne peuvent soutenir des candidats pendant la campagne électorale » ;

Qu'il affirme cependant que la portée de l'article 93 du Code électoral ne vise pas les candidats, mais plutôt les associations et ONG à qui il est fait interdiction de soutenir des candidats pendant la campagne électorale ; que « dans l'hypothèse même où ces faits seraient avérés, seule la responsabilité de ces associations devrait être mise en cause pour avoir éventuellement méconnu une disposition électorale qui leur interdit le soutien à des candidats et non celle des candidats » ;

Qu'en conséquence, cette situation « ne saurait être interprétée comme mettant en cause la crédibilité, la transparence ou la sincérité du vote en dehors de tout fait établi, avéré et quantifié, susceptible de fournir à la Cour des éléments concrets d'appréciation de son influence illégale sur le résultat du scrutin » ;

Qu'en outre, « ces associations et ONG ayant une personnalité morale distincte de celle du parti RPT et du candidat GNASSINGBE Faure Essozimna et pouvant dès lors agir de leur propre initiative et sans concertation avec qui ce soit, les conséquences de leurs actions ne pourraient être imputées aux tiers que sont le parti RPT ou son candidat » ;

Considérant que, sur les allégations de distribution des dons et libéralités, le candidat GNASSINGBE Faure Essozimna fait observer que « ces allégations du requérant qui s'appuient sur un pseudo témoignage des observateurs de l'Union européenne ..., ne donnent aucune indication précise sur l'identité des personnes présentes comme ((militants du RPT « qui distribueraient ce riz ; qu'ils n'indiquent pas non plus à quoi ils reconnaissent et distinguent des militants du RPT des militants des autres partis politiques, et des citoyens sans étiquette politique ; qu'ils ne donnent même pas un début de preuve de leurs allégations ni même l'état civil ou l'identité des soi-disant militants » ;

Qu'il soutient par ailleurs, que « s'il est de notoriété que du riz a été commandé et réceptionné au port de Lomé courant décembre 2009, ce riz a été réceptionné par l'Agence Nationale de la Sécurité Alimentaire du Togo (ANSAT) organisme d'Etat chargé d'assurer la sécurité alimentaire et de juguler les crises alimentaires, qui pourraient survenir ; que le personnel de cet organisme est composé d'agents publics et de fonctionnaires ; que dans l'hypothèse où il serait même prouvé que des membres de l'Administration publique aient participé à la distribution de riz, il n'y a rien de suspect ou de surprenant que ces « membres de l'Administration publique » relevant du personnel de

l'ANSAT aient participé aux activités normales de cette agence en accomplissant leurs tâches habituelles de fourniture et de distribution à des prix autres que ceux du marché des denrées alimentaires ... » ;

Que, d'ailleurs, « le RPT, parti politique qui a investi le candidat GNASSINGBE Faure Essozimna, n'a jamais commandé de riz et ne s'est jamais mêlé à la distribution d'une quelconque denrée alimentaire ; que le RPT et son candidat, n'étant ni commerçants, ni distributeurs agricoles de denrées alimentaires, ne sont naturellement pas non plus intéressés aux marques, labels et autres slogans publicitaires inscrits sur des denrées alimentaires et des appellations que les fabricants peuvent donner à leurs produits » ;

Considérant enfin que, sur les allégations de l'implication des Préfets dans la campagne du candidat-président au mépris du principe de leur neutralité politique, le candidat GNASSINGBE Faure Essozimna rétorque que « ces allégations n'indiquent pas non plus la nature des activités menées qui sont qualifiées de « partisans » ou les comportements ou propos tenus qui seraient « partisans » ; qu'il n'y a dans ces allégations aucune indication précise des actes posés, des circonstances de leur survenance, de l'impact sur le public et leur quantification... » ;

Considérant que les allégations relatives au soutien au candidat GNASSINGBE Faure Essozimna par les associations, à la distribution de dons et libéralités et l'implication des Préfets dans sa campagne au mépris du principe de leur neutralité politique, reposent toutes sur le rapport préliminaire de la Mission d'Observation de l'Union européenne ;

Que ledit rapport n'a aucune portée juridique ;

Considérant que le requérant lui-même n'a rapporté aucune preuve à l'appui de ses allégations, hormis le rapport préliminaire de l'Union européenne ;

Qu'en l'absence de preuves, lesdits moyens ne sont pas fondés ;

Sur l'absence d'authentification des bulletins de vote

Considérant que le requérant relève une fois encore que la Mission d'Observation de l'Union européenne a fait ressortir dans son rapport préliminaire que « l'authentification du bulletin de vote est un « garde-fou important » de nature à mettre le scrutin du 04 mars 2010 à l'abri de nombreuses fraudes qui ont émaillé les élections que le Togo a connues dans le passé » ;

Que la CENI s'était engagée « à sa séance plénière du 15 février 2010 d'authentifier les bulletins de vote » ;

Que, « pour s'être dérobée par la suite à cet engagement, la CENI a favorisé les nombreuses anomalies qui ont émaillé le

scrutin notamment le surnombre de bulletins de vote trouvés dans les urnes par rapport aux votants, ainsi qu'en font foi à titre d'illustration les procès-verbaux du dkpouillement des bureaux de vote numéro J et K du CEG Ablogamé dans le 3^e arrondissement de la Commune de Lomé » ;

Que le requérant en conclut que, « *le dkfaut d'authentification des bulletins de vote a incontestablement affecté (...) le rksultat d'ensemble du scrutin* » ;

Considerant que, par **mémoire** en rkponse en date du 11 mars 2010, le **président** de la CENI reconnaît que celle-ci « *avait* convenu d'authentifier les bulletins de vote. **Mais** dans l'impossibilité de s'entendre sur un mode d'authentification, il a fallu s'en **tenir** au Code Electoral (article 96) » ;

Considérant, en ce qui concerne l'authentification des bulletins de vote, que le Code électoral est muet sur la question; que la **décision** prise par la CENI à sa skance plénière du 15 février 2010 constitue un acte interne à l'**Institution** et s'inscrit dans le cadre des missions qui lui sont dkvolues ;

Qu'en conskquence, à dkfaut de s'entendre sur un mode d'authentification par dkrogation, le droit commun **s'impose** ; qu'en outre, le requérant ne rapporte pas la preuve que l'absence d'authentification des bulletins de vote aient pu occasionner des **irrégularités** de nature à affecter le rksultat d'ensemble du scrutin ;

Considérant, en tout ktat de cause, que M. Yawovi AGBOYIBO, **candidat** à l'klection prksidentielle, n'a pas **rapporté** de preuves suffisantes à l'appui de ses allegations nonobstant les deux **procès-verbaux** des bureaux de vote J et K de la Commission Electorale Locale Indkpendante (CELI) du 3^e arrondissement de Lomé **siégeant** au centre de vote du **collège** d'enseignement **général** (CEG) d'Ablogamé ;

Que dès lors, sa requête **doit être** rejetée.

DECIDE

Article premier : La requête de M. Yawovi AGBOYIBO, **candidat** à l'klection prksidentielle du 04 mars 2010, investi par le Comitk d'**Action** pour le Renouveau (CAR), **est** rejetée.

Art. 2 : La **présente décision** sera notifiée à l', au prksident de la Commission Electorale Nationale Indkpendante (CENI) et **publiée** au Journal officiel de la Rkpublique togolaise.

Délibérée par la **Cour** en sa skance du 17 mars 2010 au **cours** de laquelle ont **siégé** :

Mme et MM. Aboudou **ASSOUMA**, prksident, Mama-Sani ABOUDOU-SALAMI, Kouami **AMADOS-DJOKO**, chef **Améga** Yao Adoboli **GASSOUIV**, Ablanvi **Mèwa HOHOUETO**, **Mimpab NAHM-TCHOUGLI**, **Arégha POLO** et Koffi **TAGBE**.

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

“ Lomé, le 17 mars 2010

Le Greffier en Chef,

Me Mousbaou DJOBO

Affaire : Saisine de M. **KAGBARA Bassabi**, **candidat** du **Parti Dkmocratique Panafricain (PDP)**

DECISION N° E-008/10 du 17 mars 2010

« **AU NOM DU PEUPLE TOGOLAIS** »

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Saisie par requête en date du 08 mars 2010, **enregistrée** le **même** jour au **greffe** de la Cour **sous** le n° 015-G, M. **KAGBARA Bassabi**, **candidat** à l'klection prksidentielle du 04 mars 2010, investi par le **Parti Dkmocratique Panafricain (PDP)**, demande à la Cour de prockder à un nouveau comptage des suffrages des Commissions Electorales Locales Indkpendantes (CELI) suivantes : **Amou**, **Wawa**, **Ogou**, **Haho**, **Moyen-Mono**, **Est-Mono**, **Blitta**, **Sotouboua**, **Tchaoudjo**, **Tchamba**, **Dankpen**, **Bassar**, **Kozah**, **Binah**, **Doufelgou**, **Kéran**, **Tandjouark**, **Oti**, **Kpendjal** et **Tone** ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi organique n° 2004-004 du 1^{er} mars 2004 **sur** la Cour constitutionnelle ;

Vu le **Règlement intérieur** de la Cour, **adopté** le 26 janvier 2005 ; **Vu** le code klectoral ;

Vu le **décret** n° 2010-019/PR du 1^{er} février 2010 **portant** convocation du corps klectoral à l'klection prksidentielle du 04 mars 2010 modifiant le dkcretn° 2009-300/PR du 30 **décembre** 2009 ;

Vu la **décision** n° E-003110 du 1^{er} février 2010 **portant** publication de la liste des candidats à l'klection prksidentielle du 28 février 2010 ;

Vu la publication des rksultats **provisoires** de l'klection prksidentielle du 04 mars 2010 par la Commission Electorale Nationale **Indépendante** (CENI) le 06 mars 2010 ;

Vu les lettres du 10 mars 2010 **adressées** à M. **KAGBARA Bassabi** et au président de la CENI par le président de la Cour constitutionnelle ;

Vu le **mémoire** en **réponse** du **requérant** en date du 11 mars 2010 ;

Vu la **lettre** en **réponse** du **président** de la CENI en date du 11 mars 2010 ; Les **rapporteurs** ayant **été entendus** ;

Considérant que le **requérant** fonde sa requête sur deux moyens ; qu'il déclare avoir **relevé** un flou ou des erreurs sur les résultats publiés à l'issue du **scrutin** du 04 mars 2010 ; qu'il **remet** en cause toute **l'opération** de recensement qui n'aurait pas **permis** de disposer des **données** statistiques fiables sur le nombre des personnes en **âge de voter** ;

Sur le premier moyen

Considérant que M. KAGBARA Bassabi, **candidat** à l'élection **présidentielle** du 04 mars 2010, demande à la Cour de procéder à un **nouveau** comptage des **suffrages** des vingt (20) CELI sus **évoqués** ;

Considérant que, **comme** le souligne le **requérant lui-même**, la **requête** a pour fondement des doutes et **présomptions** d'erreurs sur les résultats proclamés par la CENI ; que le doute et la **présomption d'erreurs** ne constituent pas des moyens suffisants de preuve ; que, de ce chef, sa **requête** ne peut **être** accueillie ;

Sur le deuxième moyen

Considérant que le requérant conteste les opérations de recensement au motif qu'elles n'ont pas **permis** de disposer de données fiables sur le nombre de personnes en **âge de voter** ;

Considérant qu'il convient de rappeler que, **conformément** à l'**article 69** du code électoral, le contentieux des listes et cartes **relève** des **juridictions ordinaires** et éventuellement du contentieux **préélectoral** au niveau de la Cour constitutionnelle ;

Que le **requérant** n'ayant pas saisi les organes compétents au moment **opportun**, sa demande sur ce point n'est pas recevable ; que dans l'**hypothèse** où ces irrégularités aient pu **exister**, le **requérant** n'apporte pas la preuve de l'influence que celles-ci aient pu avoir sur l'ensemble des **résultats** ;

DECIDE

Article premier : La **requête** M. KAGBARA Bassabi, **candidat** à l'**élection présidentielle** du 04 mars 2010, investi par le **Parti Démocratique Panafricain (PDP)**, est **rejetée**.

Art. 2 : La **présente décision** sera notifiée à l'**intéressé**, au **président** de la CENI et **publiée** au Journal officiel de la **République togolaise**.

Délibérée par la Cour en sa séance du 14 mars 2010 au cours de laquelle ont siégé : Mme et MM. Aboudou ASSOUMA, président, Mama-Sani ABOUDOU-SALAMI, Kouami AMADOS-DJOKO, chef Améga Yao Adoboli GASSOU IV, Ablanvi Mèwa HOHOUETO, Mipamb NAHM-TCHOUGLI, Arégba et Koffi TAGBE.

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIÉE CONFORME

Lomé, le 17 mars 2010

Le Greffier en Chef,

Me Mousbaou DJOBO

AFFAIRE - Saisine de M. GNASSINGBE Faure Essozimna, **candidat du parti Rassemblement du Peuple Togolais (RPT)**

DECISION N°E-009/10 DU 17 MARS 2010

«AUNOM DU PEUPLE TOGOLAIS»

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Saisie par **requête** en date du 07 mars 2010, **déposée** et **enregistrée** le 08 mars 2010 au greffe de la Cour constitutionnelle sous le n°016-G, par laquelle M. Gnassingbé Faure Essozimna, **candidat** à l'**élection présidentielle** du 04 mars 2010, investi par le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) demande :

- de corriger l'**erreur matérielle relevée** dans la Commission Electorale **Locale Indépendante** (CELI) Tchadjo et de modifier ses résultats ;
- d'enjoindre à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) de **vérifier** les bulletins nuls dans la CELI Lacs et de **corriger** la **répartition** des **suffrages** entre les candidats ;
- de **faire** vérifier les bulletins **déclarés nuls** dans les bureaux de vote de la CELI Vo en ce qu'il y **aurait beaucoup** de doute sur les motifs d'annulation ;
- d'annuler et corriger les **résultats** obtenus dans **certain**s bureaux de vote de la CELI Avé ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi **organique n° 2004-004** du 1^{er} mars 2004 sur la Cour constitutionnelle ;

Vu le **Règlement intérieur** de la Cour, adopté le 26 janvier 2005 ;

Vu le code électoral ;

Vu le décret n° 2010-019/PR 11 février 2010 portant convocation du corps électoral à l'**élection présidentielle** du 04 mars 2010 modifiant le décret n° 2009-300/PR du 30 décembre 2009 ;

Vu la **décision n°E-003/10** du 1^{er} février 2010 portant publication de la **liste** des candidats à l'**élection présidentielle** du 28 février 2010 ;

Vu la publication des **résultats** provisoires de l'élection **présidentielle** par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) le 06 mars 2010 ;

Vu les **lettres du président** de la Cour constitutionnelle en date du 10 mars 2010, demandant au **candidat Gnassingbé Faure Essozimna** de rapporter les preuves de ses **allégations** et au **président** de la CENI de répondre aux griefs du requérant ;

Vu le mémoire en réponse du président de la CENI en date du 11 mars 2010 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Les rapporteurs ayant été entendus ;

Considérant que le **requérant** relève d'abord qu'une erreur matérielle s'est **glissée** dans le calcul de ses voix lors de la centralisation des **résultats** par la CELI Tchaoudjo ; que cette erreur est unanimement reconnue par l'ensemble des membres de la CELI Tchaoudjo, **comme** involontaire ; qu'il s'agit d'une simple erreur matérielle dans la comptabilisation des voix des **candidats** ; que le requérant conclut qu'il convient de modifier en **conséquence** les **résultats** qu'il a obtenus et dire « au lieu de 45 561 lire, **écrire et comptabiliser** pour le recensement général des votes par la CENI 49 188 » ;

Considérant que le **requérant** soutient **ensuite** que « les membres des bureaux de vote dans les Lacs n'ont pas très bien **perçu** le message concernant la possibilité pour l'**électeur** de **faire** son choix en apposant son **empreinte** sur le logo ou l'image du **candidat** ; ce qui justifie un important lot de bulletins **annulés** » ; qu'il estime qu'il y a lieu de s'en **inquiéter** au regard de l'importance des bulletins nuls (4 237) et d'ordonner une vérification de ces bulletins nuls afin d'en **extraire** ceux qui répondent aux instructions de la CELI sur la **manière** de voter ; qu'il en conclut également d'enjoindre à la CENI de **procéder** à la vérification des bulletins **déclarés** nuls par les bureaux de vote relevant de la CENI Lacs et de corriger en **conséquence** la répartition des suffrages **exprimés** entre les candidats ainsi que les résultats du recensement général des votes ;

Considérant par ailleurs que le rapport de la CELI Vo a **fait** une **réserve** importante **visant** à **faire** procéder à la **vérification** des bulletins déclarés nuls dans les bureaux de vote de cette CELI ; que « le rapport et le membre de la CELI Vo **réservataires** ont émis des doutes sur les motifs ayant **entraîné** l'annulation de ces bulletins » ;

Que ces doutes imposent **une vérification** et éventuellement la correction des résultats **centralisés** avant leur recensement général par la CENI ;

Considérant enfin que, selon le requérant, il ressort des observations faites au procès-verbal de centralisation des votes par la CELI Avé à l'« **Ecole Primaire Publique (EPP) Ana 2, EPP**

Bédikpé, Noépé et Assahoun An 25 » un « nombre de votants **émargés inférieur** à celui dand l'urne » ; que ces indications **anormales** suscitent un doute **sérieux** sur la **fiabilité** des **résultats** issus des **urnes** de ces bureaux de vote ;

Qu'en outre, « il ressort du **même** procès-verbal de centralisation des votes de la CELI Avé que à l'EPP Atsavé-Avedomé, EPC Aképé C et Koudassi-Gare, le **suffrage exprimé** ne correspond pas à la **somme** des voix obtenues par chaque **candidat** » ; qu'il convient **donc** d'annuler les **résultats** obtenus dans les bureaux de vote de : EPP Ana 2, EPP Bédikpé, Noépé et Assahoun An 25, EPP Atsavé-Avedomé, EPC Aképé C et Koudassi-Gare comme fortement empreints de suspicion et de doute sur leur **sincérité** et de rectifier en **conséquence** les **résultats** centralisés de la CELI Avé et les consolider dans le recensement **général** des votes par la CENI avant la proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle ;

Considérant que dans la centralisation des **résultats** dans la CELI Tchaoudjo, le problème d'erreur matérielle dans le calcul des voix des candidats a été **posé** et que cette CELI, le 05 mars 2010, a **fait procéder** à un nouveau comptage par une commission **spéciale** mise sur pied à cet effet, en **présence** des **représentants** des **partis** politiques, des observateurs de l'Union européenne et du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) ;

Que la CELI Tchaoudjo a **ensuite corrigé** l'erreur matérielle et **porté** à 45 561 le suffrage obtenu par le **candidat GNASSINGBE Faure Essozimna** ; que le requérant n'ayant pas apporté la preuve de ses **allégations**, la Cour s'en tient aux résultats **publiés** par la CELI Tchaoudjo ;

Considérant que, s'agissant des autres griefs, le **requérant** n'apporte pas non plus les preuves de ses **allégations** ; qu'en effet, il n'a pas produit de **mémoire** en réponse établissant les **faits allégués** ;

DECIDE

Article premier : La **requête** de M. GNASSINGBE Faure Essozimna, **candidat** du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) à l'élection présidentielle du 04 mars 2010, est rejetée.

Art. 2 : La **présente décision** sera **notifiée** à l'**intéressé**, au président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et **publiée** au Journal officiel de la République togolaise.

Délibérée par la Cour en sa **séance** du 17 mars 2010 au **cours** de laquelle ont **siégé** : **Mme et MM. Aboudou ASSOUMA**, président, **Mama-Sani ABOUDOU-SALAMI, Kouami AMADOS-DJOKO**, Chef **Améga** Yao Adoboli **GASSOU IV**, Ablanvi Mbwa **HOHOUETO**, Mimpab **NAHM-TCHOUGLI**, Arkgba **POLO** et **Koffi TAGBE**.

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Lomé, le 17 mars 2010

Le Greffier en Chef

Me Mousbaou DJOBO

AFFAIRE : Saisine M. Agbkyomk Messan Gabriel KODJO, candidat du parti Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS)

DECISION N° E-010/10 DU 17 MARS 2010

« AU NOM DU PEUPLE TOGOLAIS »

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Saisie par requête non datée de M. Agbéyomé Gabriel KODJO, candidat du parti Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) à l'élection présidentielle du 4 mars 2010, requête enregistrée le 08 mars 2010 au greffe de la Cour sous le numéro 017-G, par laquelle M. KODJO demande à la Cour de « prononcer l'annulation pure et simple du scrutin du 04 mars 2010, du 5^e chapitre du Titre IV du Code conformément aux dispositions électorales » ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi organique n°2004-004 du 1^{er} mars 2004 sur la constitutionnelle ;Vu le Règlement intérieur de la Cour adopté le 26 janvier 2005 ;
Vu le Code électoral ;Vu la décision N° E-003/10 du 1^{er} février 2010 portant publication de la liste des candidats à l'élection présidentielle du 28 février 2010 ;

Vu la publication des résultats provisoires de l'élection présidentielle du 04 mars 2010 par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) le 06 mars 2010 ;

Vu la lettre N°052/2010/CC/P du 10 mars 2010 adressée à M. Agbéyomé Gabriel KODJO par le président de la Cour constitutionnelle ;

Vu le mémoire en réponse de M. Agbkyomk Gabriel KODJO en date du 11 mars 2010 ;

Vu la lettre N°026/10-CC-G du 10 mars 2010 adressée au président de la CENI par le président de la Cour constitutionnelle ;
Vu le mémoire en réponse du président de la CEM en date du 11 mars 2010 ;Vu les autres pièces du dossier ;
Les rapporteurs ayant été entendus ;

Considérant que, à l'appui de sa demande d'annulation du scrutin, M. Agbkyomk Gabriel KODJO a invoqué un certain nombre « d'irrégularités graves » qui ont émaillé le processus électoral, notamment

- le fait que la pré-campagne et la campagne officielle « ont été massivement dominées par la machine électorale de Faure GNASSINGBE qui disposait de moyens logistiques les plus importants » ;

- « la distribution de riz à des prix trois à quatre fois inférieurs aux prix du marché par les militants du RPT » ;

- « la mobilisation des fonctionnaires dans le cadre de la campagne de Faure GNASSINGBE dans les préfectures du Golfe, de Tône, de Tandjoark et de Cinkassé. » ;

- « l'utilisation de bâtiments publics dans les préfectures de Wawa, Akébou et Amou » ;

- « l'attitude partisane de plusieurs Préfets » ;

Considérant que le candidat Agbkyomk Gabriel KODJO a également invoqué des irrégularités liées à la préparation et à l'organisation même du scrutin, notamment la révision du fichier électoral, l'organisation et le fonctionnement de la CENI, l'organisation des bureaux de vote, le déroulement des opérations électorales et des « déclarations publiques de nature à semer le trouble de l'opinion » ;

Considérant que la requête de M. Agbkyomk Gabriel KODJO est fondée

essentiellement sur des extraits du rapport de la Mission d'Observation de l'Union européenne sans qu'il n'apporte des preuves des allégations qu'il reprend en son compte ;

Qu'ainsi, pour permettre à la Cour de mieux apprécier sa requête, le président de la Cour lui a demandé, par lettre en date du 10 mars 2010, de fournir les preuves de ses allégations ;

Considérant que, dans son mémoire responsif, M. KODJO s'est plutôt contenté de reproduire de plus larges extraits du rapport de la Mission d'Observation de l'Union européenne qu'il a d'ailleurs pris soin d'annexer à son mémoire ;

Considérant que le rapport de la Mission d'Observation de l'Union européenne, duquel Monsieur KODJO tire « des éléments qui fondent le recours », est un document destiné au mandant de la Mission et ne saurait nullement servir de fondement juridique à la requête d'un candidat à l'élection présidentielle ;

Considérant que Monsieur KODJO n'apporte pas par lui-même les preuves des allégations qu'il tire d'un rapport qui n'a aucune valeur juridique ; Qu'il en résulte que sa requête est sans fondement juridique et qu'elle ne peut par conséquent être accueillie ;

DECIDE

Article premier : La requête de M. Agbkyomk Gabriel KODJO, candidat du parti Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS), est rejetée ;

Art. 2 : La présente décision sera notifiée à l'intéressée, au président de la CENI et publiée au Journal officiel de la République togolaise.

Délibérée par la Cour en sa séance du 17 mars 2010 au cours de laquelle ont siégé : Mme et MM. Aboudou ASSOUMA, prksident, Mama-Sani ABOUDOU-SALAMI, Kouami AMADOS-DJOKO, chef Amkga Yao Adoboli GASSOU IV, Ablanvi Mèwa HOHOUETO, Mipamb NAHM-TCHOUGLI, Arégba POLO et Koffi TAGBE.

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Lomé, le 17 mars 2010

Le Greffier en Chef

Me Mousbaou DJOBO

Affaire : *Recours de Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Kafui, candidate de la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA)*

DECISION N° E-011110 DU 17 MARS 2010

« A UNOM DU PEUPLE TOGOLAIS »

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Par requête en date du 10 mars 2010, déposée et enregistrée le 11 mars 2010 au greffe de la Cour sous le n° 019-G, Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Kafui, candidate à l'élection prksidentielle du 04 mars 2010, investie par la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA), demande à la Cour d'invalidier le scrutin prksidentiel du 04 mars 2010 motif pris de diverses irrégularités qui l'ont émaillé ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi organique n° 2004-004 du 1^{er} mars sur la Cour constitutionnelle ;

Vu le Règlement intérieur de la Cour, adopté le 26 janvier 2005 ;

Vu le code électoral ;

Vu le décret n° 2010-019/PR du 11 février 2010 portant convocation du corps électoral à l'élection prksidentielle du 04 mars 2010 modifiant le décret n° 2009-300/PR du 30 décembre 2009 ;

Vu la décision n° E-003110 du 1^{er} février 2010 portant publication de la liste des candidats à l'élection prksidentielle du 28 février 2010 ;

Vu la publication des résultats provisoires de l'élection prksidentielle du 04 mars 2010 par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) le 06 mars 2010 ;

Vu les autres pièces du dossier ;
Les rapporteurs ayant été entendus ;

Considérant que s'il est constant que tout candidat à l'élection prksidentielle peut contester la régularité des opérations électorales devant la Cour constitutionnelle, encore faut-il que la saisine ait lieu dans le délai requis ;

Qu'en effet, l'article 163, alinéa 2 du Code électoral qui régit la saisine de la Cour en matière électorale dispose : « Tout candidat ou toute liste peut contester la régularité des opérations électorales sous forme de plainte adressée à la Cour constitutionnelle. La plainte est adressée à la Cour constitutionnelle dans un délai de quarante huit (48) heures pour l'élection prksidentielle (...) à compter de la publication des résultats. » ;

Considérant qu'en l'espèce, comme l'a relevé la requérante elle-même, la publication des résultats de l'élection présidentielle du 04 mars 2010 a eu lieu le samedi 06 mars 2010 ; qu'il en découle que le délai de saisine de quarante huit (48) heures a pour point de départ ce samedi 06 mars et expire le 08 mars 2010 à minuit ;

Considérant qu'en saisissant la Cour le 11 mars 2010, soit après plus de quarante huit (48) heures, à compter de la publication des résultats par la Commission Electorale Nationale Indépendante, Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Kafui, candidate à l'élection prksidentielle, investie par la CDPA, a agi hors délai ; qu'ainsi sa requête ne peut être reçue ;

DECIDE

Article premier : La requête de Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Kafui, candidate de la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA), est irrecevable ;

Art. 2 : La présente décision sera notifiée à l'intéressée, au prksident de la CENI et publiée au Journal officiel de la République togolaise.

Délibérée par la Cour en sa séance du 17 mars 2010 au cours de laquelle ont siégé : Mme et MM. Aboudou ASSOUMA, président, Mama-Sani ABOUDOU-SALAMI, Kouami AMADOS-DJOKO, Chef Amkga Yao Adoboli GASSOU IV, Ablanvi Mbwa HOHOUETO, Mipamb NAHM-TCHOUGLI, Arégba POLO et Koffi TAGBE.

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Lomé, le 17 mars 2010

Le Greffier en Chef

Me Mousbaou DJOBO

Affaire : Proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 04 mars 2010

DECISION N°E-012/ 10 DU 17 MARS 2010

« AU NOM DU PEUPLE TOGOLAIS » La COUR CONSTITUTIONNELLE,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu la loi organique n°2004-004 du 1^{er} mars 2004 sur la Cour constitutionnelle ;
Vu le Règlement intérieur de ladite Cour, adopté le 26 janvier 2005 ;
Vu le Code électoral ;
Vu le décret N°2010-019/PR du 11 février 2010, portant convocation du corps électoral pour l'élection présidentielle du 04 mars 2010, modifiant le décret N°2009-300/PR du 30 décembre 2009 ;
Vu la décision N°E-003110 du 1^{er} février 2010 portant publication de la liste des candidats à l'élection présidentielle ;
Vu le décret n°2010-020/PR du 25 février 2010, portant vote par anticipation des agents de sécurité ;
Vu la publication des résultats provisoires du scrutin par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) le 06 mars 2010 ;
Vu le rapport de la CENI à la Cour constitutionnelle sur le processus électoral relatif au scrutin du 04 mars 2010 en date du 10 mars 2010 ;
Vu les recours en annulation totale, partielle ou en correction des résultats du scrutin formés par les candidats ;
-Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui, candidate du parti Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA) ;
-M. AGBOYIBO Yawovi, candidat du parti Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) ;
-M. GNASSINGBE Faure Essozimna, candidat du parti Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) ;
-M. KAGBARA Bassabi, candidat du Parti Démocratique Panafricain (PDP) ;
-M. KODJO Messan Agbkyomk Gabriel, candidat du parti Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS).
Vu la Décision N°E-007-G du 17 mars 2010 de la Cour constitutionnelle rejetant le recours de Monsieur Yawovi AGBOYIBO, comme non fondé ;
Vu la Décision N°E-008-G du 17 mars 2010 de la Cour constitutionnelle rejetant le recours de Monsieur KAGBARA Bassabi, comme non fondé ;
Vu la Décision N°E-009-G du 17 mars 2010 de la Cour constitutionnelle rejetant le recours de Monsieur GNASSINGBE Faure Essozimna, comme non fondé ;
Vu la Décision N°E-010-G du 17 mars 2010 de la Cour constitutionnelle rejetant le recours de Monsieur KODJO Messan Agbkyomk Gabriel, comme non fondé ;
Vu la Décision N°E-011-G du 17 mars 2010 de la Cour constitutionnelle rejetant le recours de Madame ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui pour forclusion ;
Vu les autres pièces du dossier ;
Le rapporteur ayant été entendu ;
Considérant que, par Décision N°E-003110 du 1^{er} février 2010, les postulants dont les noms suivent ont été retenus candidats à l'élection présidentielle du 04 mars 2010

- Mine ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui, candidate du parti Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA) ;
- M. AGBOYIBO Yawovi, candidat du parti Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) ;
- M. FABRE Jean-Pierre, candidat du parti Union des Forces de Changement ;
- M. GNASSINGBE Faure Essozimna, candidat du parti Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) ;
- M. KAGBARA Bassabi, candidat du Parti Démocratique Panafricain (PDP) ;
- M. KODJO Messan Agbkyomk Gabriel, candidat du parti Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS).
M. LAWSON Jean Nicolas, candidat du parti Parti du Renouveau et de la Rédemption (PRR)
Considérant qu'aux termes de l'article, 104 alinéa 2 « la Cour constitutionnelle juge de la régularité des consultations régulières, des élections présidentielles, législatives et sénatoriales. Elle statue sur le contentieux de ces consultations et élections » ;
Considérant que la Cour constitutionnelle a procédé en ses séances des 12, 13, 14, 15, 16 et 17 mars 2010 au contrôle du recensement des suffrages sur l'ensemble du territoire, par préfecture, région par région ;
Considérant qu'au cours de ce contrôle la Cour a relevé que certains suffrages n'ont pas été comptabilisés ou que d'autres ont été rajoutés ;
Qu'en conséquence, la Cour constitutionnelle a jugé nécessaire d'opérer un redressement des suffrages exprimés et des voix obtenues par chaque candidat ; qu'il en résulte les suffrages et voix obtenues ci-après :

Prefecture de Kpendjal,

Nombre des inscrits : 68712 Nombre de votants : 50686

Voix obtenues par les candidats :

M. AGBOYIBO Yawovi 1172 ; M. KODJO Messan Agbékymé Gabriel 126 ; M. LAWSON Jean Nicolas 123 ; M. KAGBARA Bassabi 146 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 492 ; M. FABRE Jean-Pierre 2306 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 44434 ;

Préf. de Tône,

M. AGBOYIBO Yawovi 1794 ; M. KODJO Messan Agbékymé Gabriel 344 ; M. LAWSON Jean Nicolas 276 ; M. KAGBARA Bassabi 423 ; Mine ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 414 ; M. FABRE Jean-Pierre 13 233 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 93177 ;

Prefecture de Tandjoaré

M. AGBOYIBO Yawovi 839 ; M. KODJO Messan Agbékymé Gabriel 86 ; M. LAWSON Jean Nicolas 100 ; M. KAGBARA Bassabi 108 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 120 ; M. FABRE Jean-Pierre 9 045 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 25 291 ;

Prefecture de l'Oti

M. AGBOYIBO Yawovi 1 093 ; M. KODJO Messan Agbékymé Gabriel 199 ; M. LAWSON Jean Nicolas 207 ; M. KAGBARA Bassabi 241 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 313 ; M. FABRE Jean-Pierre 6 364 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 50 367 ;

Prefecture de la Kéran

M. AGBOYIBO Yawovi 521 ; M. KODJO Messan Agbékymé Gabriel 51 ; M. LAWSON Jean Nicolas 48 ; M. KAGBARA Bassabi

111 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 107 ; M. FABRE Jean-Pierre 843 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 34 531 ;

PrCfecture de Doufelgou

M. AGBOYIBO Yawovi 433 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 64 ; M. LAWSON Jean Nicolas 41 ; M. KAGBARA Bassabi 34 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 118 ; M. FABRE Jean-Pierre 798 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 40 663 ;

PrCfecture de la Binah

M. AGBOYIBO Yawovi 364 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 153 ; M. LAWSON Jean Nicolas 119 ; M. KAGBARA Bassabi 1966 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 99 ; M. FABRE Jean-Pierre 774 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 32 820 ;

PrCfecture de la Kozah

M. AGBOYIBO Yawovi 571 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 139 ; M. LAWSON Jean Nicolas 169 ; M. KAGBARA Bassabi 362 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte — 158 ; M. FABRE Jean-Pierre 4 090 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 118 259 ;

Préfecture d'Assoli

M. AGBOYIBO Yawovi 879 ; M. KODJO **Messan** Agbéyomé Gabriel 131 ; M. LAWSON Jean Nicolas 73 ; M. KAGBARA Bassabi 195 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 170 ; M. FABRE Jean-Pierre 3 884 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 13835 ;

Préfecture de Bassar

M. AGBOYIBO Yawovi 325 ; M. KODJO **Messan** Agbéyomé Gabriel 143 ; M. LAWSON Jean Nicolas 125 ; M. KAGBARA Bassabi 177 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 241 ; M. FABRE Jean-Pierre 14 135 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 31 031 ;

PrCfecture de Dankpen

M. AGBOYIBO Yawovi 298 ; M. KODJO **Messan** Agbéyomé Gabriel 124 ; M. LAWSON Jean Nicolas 104 ; M. KAGBARA Bassabi 112 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte — 262 ; M. FABRE Jean-Pierre 14 511 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 27 717 ;

PrCfecture de Tchaoudjo

M. AGBOYIBO Yawovi 1 000 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 290 ; M. LAWSON Jean Nicolas 207 ; M. KAGBARA Bassabi 157 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 342 ; M. FABRE Jean-Pierre 21 316 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 44 895 ;

PrCfecture de Tchamba

M. AGBOYIBO Yawovi 680 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 115 ; M. LAWSON Jean Nicolas 72 ; M. KAGBARA Bassabi 113 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 102 ; M. FABRE Jean-Pierre 2 928 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 40 436 ;

Préfecture de Sotouboua

M. AGBOYIBO Yawovi 1 065 ; M. KODJO **Messan** Agbéyomé Gabriel 272 ; M. LAWSON Jean Nicolas 96 ; M. KAGBARA

Bassabi 88 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 145 ; M. FABRE Jean-Pierre 5 128 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 70 111 ;

PrCfecture de Blitta

M. AGBOYIBO Yawovi 637 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 53 ; M. LAWSON Jean Nicolas 45 ; M. KAGBARA Bassabi 103 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 201 ; M. FABRE Jean-Pierre 3 293 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 55 486 ;

PrCfecture de l'Est-Mono

M. AGBOYIBO Yawovi 721 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 75 ; M. LAWSON Jean Nicolas 32 ; M. KAGBARA Bassabi 58 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 168 ; M. FABRE Jean-Pierre 7 167 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 30 321 ;

PrCfecture de l'Ogou

M. AGBOYIBO Yawovi 2072 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 413 ; M. LAWSON Jean Nicolas 338 ; M. KAGBARA Bassabi 309 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 806 ; M. FABRE Jean-Pierre 31 654 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 62 459 ;

PrCfecture de l'Amou

M. AGBOYIBO Yawovi 1 030 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 143 ; M. LAWSON Jean Nicolas 92 ; M. KAGBARA Bassabi 91 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 336 ; M. FABRE Jean-Pierre 14 177 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 27 661 ;

PrCfecture de Wawa

M. AGBOYIBO Yawovi 1 713 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 292 ; M. LAWSON Jean Nicolas 164 ; M. KAGBARA Bassabi 226 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 316 ; M. FABRE Jean-Pierre 27 123 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 37 043 ;

Préfecture de Danyi

M. AGBOYIBO Yawovi 445 ; M. KODJO **Messan** Agbéyomé Gabriel 171 ; M. LAWSON Jean Nicolas 52 ; M. KAGBARA Bassabi 56 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 71 ; M. FABRE Jean-Pierre 5 999 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 11 036 ;

PrCfecture de Kloto

M. AGBOYIBO Yawovi 1 162 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 1 343 ; M. LAWSON Jean Nicolas 243 ; M. KAGBARA Bassabi 234 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 340 ; M. FABRE Jean-Pierre 31 136 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 37 788 ;

PrCfecture d'Agou

M. AGBOYIBO Yawovi 587 ; M. KODJO **Messan** Agbkyomk Gabriel 331 ; M. LAWSON Jean Nicolas 111 ; M. KAGBARA Bassabi 142 ; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte **Kafui** 186 ; M. FABRE Jean-Pierre 10 374 ; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 20 692 ;

Préfecture de Haho

M. AGBOYIBO 1 419 ; M. KODJO **Messan** Agbéyomé Gabriel 780 ; M. LAWSON Jean Nicolas 424 ; M. KAGBARA Bassabi

380; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 260; M. FABRE Jean-Pierre 15 339; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 43 792;

Préfecture du Moyen-Mono

M. AGBOYIBO Yawovi 799; M. KODJO Messan Agbéyomé Gabriel 69; M. LAWSON Jean Nicolas 87; M. KAGBARA Bassabi 78; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 159; M. FABRE Jean-Pierre 5928; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 14 187;

Prefecture de Zio

M. AGBOYIBO Yawovi 2 731; M. KODJO Messan Agbéyomé Gabriel 939; M. LAWSON Jean Nicolas 379; M. KAGBARA Bassabi 405; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 828; M. FABRE Jean-Pierre 41 391; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 36 790;

Préfecture de l'Avé

M. AGBOYIBO Yawovi 567; M. KODJO Messan Agbéyomé Gabriel 217; M. LAWSON Jean Nicolas 114; M. KAGBARA Bassabi 103; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 196; M. FABRE Jean-Pierre 16 099; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 12 010;

Prefecture de Yoto

M. AGBOYIBO Yawovi 16 688; M. KODJO Messan Agbéyomé Gabriel 4 252; M. LAWSON Jean Nicolas 287; M. KAGBARA Bassabi 177; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 693; M. FABRE Jean-Pierre 4 974; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 15 203;

PrCfecture de Vo

M. AGBOYIBO Yawovi 3 972; M. KODJO Messan Agbéyomé Gabriel 723; M. LAWSON Jean Nicolas 359; M. KAGBARA Bassabi 302; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 673; M. FABRE Jean-Pierre 29 009; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 15 408;

Prefecture des Lacs

M. AGBOYIBO Yawovi 1 594; M. KODJO Messan Agbkyomk Gabriel 971; M. LAWSON Jean Nicolas 352; M. KAGBARA Bassabi 335; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 1 044; M. FABRE Jean-Pierre 53 705; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 17 730;

PrCfecture du Golfe

M. AGBOYIBO Yawovi 3 876; M. KODJO Messan Agbéyomé Gabriel 1 755; M. LAWSON Jean Nicolas 594; M. KAGBARA Bassabi 562; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 1 155; M. FABRE Jean-Pierre 88 019; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 62 384;

Lomé-commune 1

M. AGBOYIBO Yawovi 245; M. KODJO Messan Agbkyomk Gabriel 74; M. LAWSON Jean Nicolas 18; M. KAGBARA Bassabi 7; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 92; M. FABRE Jean-Pierre 10 819; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 2 436;

Lomé-commune 2

M. AGBOYIBO Yawovi 5 081; M. KODJO Messan Agbkyomk Gabriel 1 314; M. LAWSON Jean Nicolas 218; M. KAGBARA Bassabi 201; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 861; M. FABRE Jean-Pierre 69 370; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 21 162;

Lomé-commune 3

M. AGBOYIBO Yawovi 2 217; M. KODJO Messan Agbéyomé Gabriel 586; M. LAWSON Jean Nicolas 36; M. KAGBARA Bassabi 73; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 524; M. FABRE Jean-Pierre 53 286; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 7 940;

Lomé-commune 4

M. AGBOYIBO Yawovi 323; M. KODJO Messan Agbéyomé Gabriel 111; M. LAWSON Jean Nicolas 62; M. KAGBARA Bassabi 36; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 200; M. FABRE Jean-Pierre 8 700; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 3 657;

Lomé-commune 5

M. AGBOYIBO Yawovi 1 457; M. KODJO Messan Agbéyomé Gabriel 543; M. LAWSON Jean Nicolas 200; M. KAGBARA Bassabi 230; Mme ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 768; M. FABRE Jean-Pierre 45 642; M. GNASSINGBE Faure Essozimna 37 423;

Considérant les résultats des CELI redresses, les résultats définitifs sur le plan national sont arrêtés comme suit :

Nombre d'inscrits : 3 277 492

Nombre de votants : 2 119 829 Bulletins blancs et nuls : 79 283

Suffrages exprimés : 2 040 546

Voix obtenues par les candidats

M. AGBOYIBO Yawovi 603 700 soit 2,96 %

M. Agbéyomé KODJO 173 933 soit 0,85 %

M. LAWSON Nicolas 6027 soit 0,30 %

M. KAGBARA Bassabi 8341 soit 0,41 %

Madame ADJAMAGBO-JOHNSON Brigitte Kafui 13452 soit 0,66 %

M. FABRE Jean-Pierre 692554 soit 33,94 %

M. GNASSINGBE Faure Essozimna 1 242 409 soit 60,88 %

Considérant qu'aux termes de l'article 60 de la Constitution «L'élection du Président de la République a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Le Président de la République est élu à la majorité des suffrages exprimés» ;

Qu'ayant obtenu le plus grand nombre de voix, Monsieur GNASSINGBE Faure Essozimna doit être déclaré élu président de la République ;

En conséquence

Proclame élu Prksident de la République Togolaise, Monsieur GNASSINGBE Faure Essozimna ;

Annexe les résultats détaillés du recensement des votes à la présente décision ;

Ordonne la publication de la présente décision au Journal officiel de la République togolaise suivant la procédure d'urgence.

Délibérée par la Cour en ses séances des 12, 13, 14, 15, 16 et 17 mars 2010 au cours desquelles, ont siégé: Mme et MM. Aboudou ASSOUMA, prbsident, Mama-Sani ABOUDOU-SALAMI, Kouami AMADOS-DJOKO, Chef Améga Yao Adoboli GASSOU IV, Ablanvi Mèwa HOHOUETO, Mipamb NAHM-TCHOUGLI, Arkgba POLO et Koffi TAGBE.

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Lomé, le 17 mars 2010

Le Greffier en Chef

Me Mousbaou DJOBO

COUR CONSTITUTIONNELLE : ELECTION PRESIDENTIELLE DE 2019

Préfecture	Nombre des inscrits	Nombre des votants	Nbre des bulletins valides	SUFFRAGES EXPRIMÉS	CANDIDATS EN LIGNE												TAUX DE PARTICIPATION							
					AGBOYIBO Yaoi			KODJO M.C. Adjimé			LAWSON Jean N. M.			KAGBARA Bassali			ADJANGBO JOHNSON K.			FABRE Jean-Pierre			CNASSINGBE Faure E.	
					Voix obtenues	%		Voix obtenues	%		Voix obtenues	%		Voix obtenues	%		Voix obtenues	%		Voix obtenues	%			Voix obtenues
KPENDJAL	68 712	50 686	1 987	48 699	1 172	2,41%	126	0,26%		123	0,25%		146	0,30%		392	0,80%		2 306	4,74%		44 434	91,24%	73,77%
TONE	183 272	114 867	5 206	109 661	1 794	1,64%	344	0,31%		276	0,25%		423	0,39%		414	0,38%		13 233	12,07%		93 177	84,97%	62,68%
TANDJOUARE	55 451	39 045	1 456	37 589	839	2,23%	86	0,23%		100	0,27%		108	0,29%		120	0,32%		9 045	24,06%		27 291	72,60%	70,41%
OTI	87 892	61 812	3 028	58 784	1 093	1,86%	199	0,34%		207	0,35%		241	0,41%		313	0,53%		6 364	10,83%		50 367	85,68%	70,33%
KERAN	40 599	37 133	921	36 212	521	1,44%	51	0,14%		48	0,13%		111	0,31%		107	0,30%		843	2,33%		34 531	95,36%	91,46%
DOUFELGOU	48 720	42 939	788	42 151	433	1,03%	64	0,15%		41	0,10%		34	0,08%		118	0,28%		798	1,89%		40 663	96,47%	88,13%
BINAH	46 822	37 187	902	36 285	364	1,00%	153	0,42%		119	0,33%		196	0,54%		89	0,25%		774	2,13%		32 820	90,45%	79,42%
KOZAH	151 548	125 267	1 519	123 748	571	0,46%	139	0,11%		169	0,14%		362	0,29%		158	0,13%		4 090	3,31%		118 259	95,56%	82,66%
ASSOLI	28 306	19 959	792	19 167	879	4,59%	131	0,68%		73	0,38%		195	1,02%		170	0,89%		3 884	20,26%		13 835	72,18%	70,51%
BASSAR	68 921	48 325	2 148	46 177	325	0,70%	143	0,31%		125	0,27%		177	0,38%		241	0,52%		14 135	30,61%		31 031	67,20%	70,12%
DANKPEN	60 290	45 790	2 415	43 375	298	0,69%	125	0,29%		104	0,24%		112	0,26%		264	0,61%		14 511	33,45%		27 961	64,46%	75,95%
TCHAOUDJO	102 709	70 325	2 118	68 207	1 000	1,47%	290	0,43%		207	0,30%		157	0,23%		342	0,50%		21 316	31,25%		44 895	65,82%	68,47%
TCHAMBA	68 440	46 172	1 726	44 446	680	1,53%	115	0,26%		72	0,16%		113	0,25%		102	0,23%		2 928	6,59%		40 436	90,98%	67,46%
SOTOUBOUA	97 210	78 014	1 109	76 905	1 065	1,38%	272	0,35%		96	0,12%		88	0,11%		145	0,19%		5 128	6,67%		70 111	91,17%	80,25%
BLITTA	75 644	60 972	1 154	59 818	637	1,06%	53	0,09%		45	0,08%		103	0,17%		201	0,34%		3 293	5,51%		55 486	92,76%	80,60%
EST-MONO	59 555	40 032	1 490	38 542	721	1,87%	75	0,19%		32	0,08%		58	0,15%		168	0,44%		7 167	18,60%		30 321	78,67%	67,22%
OGOU	171 000	102 205	4 169	98 036	2 072	2,11%	413	0,42%		338	0,34%		309	0,32%		806	0,82%		31 649	32,28%		62 449	63,70%	59,77%
AMOU	63 469	44 991	1 461	43 530	1 030	2,37%	143	0,33%		92	0,21%		91	0,21%		336	0,77%		14 177	32,57%		27 661	63,54%	70,89%
WAWA	96 870	68 741	1 864	66 877	1 713	2,56%	292	0,44%		164	0,25%		226	0,34%		316	0,47%		27 123	40,56%		37 043	55,39%	70,96%
DANYI	26 720	18 285	455	17 830	445	2,50%	171	0,96%		52	0,29%		56	0,31%		71	0,40%		5 999	33,65%		11 036	61,90%	68,43%
KIOTO	122 085	73 918	1 672	72 246	1 162	1,61%	1 343	1,86%		243	0,34%		234	0,32%		340	0,47%		31 136	43,10%		37 788	52,30%	60,55%
AGOU	53 177	33 348	925	32 423	587	1,81%	331	1,02%		111	0,34%		142	0,44%		186	0,57%		10 374	32,00%		20 692	63,82%	62,71%
HAHO	122 374	67 281	4 287	62 994	1 419	2,25%	780	1,24%		424	0,67%		380	0,60%		860	1,37%		15 339	24,35%		43 792	69,52%	54,98%
MOYEN-MONO	39 228	22 566	1 259	21 307	799	3,75%	69	0,32%		87	0,41%		78	0,37%		159	0,75%		5 928	27,82%		14 187	66,58%	57,53%
ZIO	156 972	88 169	4 706	83 463	2 731	3,27%	939	1,13%		379	0,45%		405	0,49%		828	0,99%		41 391	49,59%		36 790	44,08%	56,17%
AYE	55 596	31 175	1 869	29 306	567	1,93%	217	0,74%		114	0,39%		103	0,35%		196	0,67%		16 099	54,93%		12 010	40,98%	56,07%
NYOTO	89 858	45 855	3 581	42 274	1 688	3,94%	4 252	10,06%		287	0,68%		177	0,42%		693	1,64%		4 974	11,77%		15 203	35,96%	51,03%
VOVO	102 477	56 134	5 688	50 446	3 972	7,87%	723	1,43%		359	0,71%		302	0,60%		673	1,33%		29 009	57,51%		15 408	30,54%	54,78%
LACS	131 154	79 968	4 237	75 731	1 594	2,10%	971	1,28%		352	0,46%		335	0,44%		1 044	1,38%		53 705	70,92%		17 730	23,41%	60,97%
GOLFE	295 830	174 499	6 164	168 335	3 876	2,30%	1 755	1,04%		584	0,35%		562	0,33%		1 155	0,69%		98 019	58,23%		62 384	37,06%	58,99%
LOME-COMMUNE1	26 866	14 101	410	13 691	245	1,79%	74	0,54%		18	0,13%		7	0,05%		92	0,67%		10 819	79,02%		2 436	17,79%	52,49%
LOME-COMMUNE2	178 823	101 121	2 914	98 207	5 081	5,17%	1 314	1,34%		218	0,22%		201	0,20%		861	0,88%		69 370	70,64%		21 162	21,55%	56,55%
LOME-COMMUNE3	113 196	66 411	1 679	64 732	2 217	3,42%	586	0,91%		106	0,16%		73	0,11%		524	0,81%		53 286	82,32%		7 940	12,27%	58,67%
LOME-COMMUNE4	41 400	23 830	741	23 089	323	1,40%	111	0,48%		62	0,27%		36	0,16%		200	0,87%		18 700	80,99%		3 657	15,84%	57,56%
LOME-COMMUNES	146 306	88 706	2 443	86 263	1 457	1,69%	543	0,73%		200	0,23%		230	0,27%		768	0,89%		45 642	52,91%		37 423	43,38%	60,63%
TOTAL NATIONAL	3 277 492	2 119 829	79 283	2 040 546	60 370	2,96%	17 393	0,85%		6 027	0,30%		8 341	0,41%		13 452	0,66%		692 554	33,94%		1 242 409	60,88%	64,68%